

## HOLLANDE À ALGER

## Un autre style ou un autre cap ?

**Des deux côtés de la Méditerranée, le ton est donné : la visite de François Hollande doit se passer loin de toute polémique. Paris et Alger semblent s'être donné le mot pour éviter les sujets qui fâchent pour n'évoquer qu'une «page nouvelle».**

**Nawal Imès- Alger (Le Soir)** - L'heure est visiblement à l'apaisement entre l'Algérie et la France. Loin de la traditionnelle passion qui accompagne les déplacements des responsables français, la visite de François Hollande se veut empreinte de sérénité. Officiellement, le président socialiste dit avoir l'intention d'évoquer «tous» les sujets avec son homologue algérien. Tout, sauf les sujets qui continuent d'empoisonner les relations bilatérales. A leur tête, la question de la repentance. Aucune voix officielle n'a évoqué cette exigence qui fait grincer des dents de l'autre côté de la Méditerranée. Les excuses réclamées à la France ne sont plus de bon ton. A peine si quelques irréductibles continuent de réclamer de la France des excuses officielles. La classe politique des deux pays s'est, à maintes reprises, emparée de cette question, l'instrumentali-

sant à souhait. Aujourd'hui, si des analystes s'attendent à «un geste fort» de la part de Hollande, l'Algérie officielle ne lui réclamera rien. Mais ce n'est pas le seul sujet qui dérange. La question des harkis est toujours objet de divergences. La position de l'Algérie à ce sujet ne souffre aucune ambiguïté : pas question que ces derniers ou leurs enfants puissent bénéficier d'un droit de retour.

Les lobbies qui ont essayé de plaider la cause de ceux qui à l'époque avaient fait le choix d'être aux côtés de la France n'ont jamais réussi à infléchir la position de l'Algérie. Une Algérie qui continue d'exiger plus de souplesse dans l'octroi des visas à ses ressortissants a résisté aux velléités de la France de réviser les accords de 1968 organisant l'entrée et le séjour des Algériens en France. Après deux années de négociations infruc-



François Hollande.

tueuses, la France dit n'avoir aucune intention de réviser l'accord bilatéral. Une autre manière d'apaiser des tensions ravivées régulièrement par les entraves que rencontrent les Algériens désireux de se rendre en France. La libre circulation des personnes est restée un vœu pieux au

moment où un nouveau foyer de discorde vient de se rouvrir. En déboutant les victimes des essais nucléaires effectués par la France coloniale dans le Sud de l'Algérie, la justice française a accentué un sentiment d'injustice déjà exacerbé depuis que la France a reconnu ses

torts sous d'autres contrées. Au volet économique, même si les deux pays continuent de revendiquer un partenariat gagnant-gagnant, les investissements français en Algérie restent en deçà des déclarations d'intention. Les investisseurs français sont souvent frileux et sont les plus critiques au sujet du climat des affaires. Ils ont été parmi les premiers à contester la règle du 51-49% imposée par l'Algérie aux investisseurs étrangers. Au plan de la politique étrangère, Alger et Paris ne sont pas au diapason sur la question de la résolution de la crise au Mali. La France a fait du forcing pour imposer l'option militaire.

La voie de la solution négociée semble finalement l'emporter même si cette crise n'a fait que confirmer le fossé existant entre la vision algérienne et française. Mais aujourd'hui, l'heure n'est pas à la polémique. François Hollande est à Alger où le Premier ministre Abdelmalek Sellal affirme qu'il ne faut plus «rester dans les concepts éculés». La nouvelle page promise se veut sans vagues, du moins le temps d'une visite...

N. I.

## DOSSIERS ÉCONOMIQUES AU «MENU» DE LA VISITE DE HOLLANDE

## De grandes annonces ?

**Il est convenu, à la faveur de la visite de François Hollande en Algérie, aujourd'hui et demain, que les deux chefs d'Etat, algérien et français, fassent d'«importantes» annonces sur des dossiers économiques devant consolider le partenariat entre les deux pays. Des annonces dont la teneur a fait l'objet de spéculations qui sèment le trouble sur les places boursières.**

**Lyas Hallas – Alger (Le Soir)** – «On a laissé les deux présidents faire les grandes annonces», n'ont cessé de claironner les officiels des deux pays lors des préparatifs de la visite. Même si des «fuites» ont commencé à faire les choux gras de la presse au fur et à mesure que la visite approche : Renault, Peugeot, Total... L'usine que devrait installer le constructeur Renault est, de loin, celle qui fait couler le plus d'encre, étant donné ses retombées en termes de création de richesses et d'emplois. C'est que jusqu'à

avant-hier, lundi 17 décembre, à 48 heures de l'arrivée de la délégation française, les analystes les plus avisés ne pariaient pas sur une «grande annonce». Il convient néanmoins de préciser que le PDG du géant Renault, P-dg Carlos Ghosn, n'est pas de la partie. Il a délégué Jean-Christophe Kugler, directeur régional du groupe (Europe, Méditerranée et Afrique), pour signer en marge de la visite, l'accord portant sur la construction d'une usine en Algérie. Une information donnée lundi par le quotidien de droite *le Figaro* et reprise par toute la presse française et algérienne d'hier. Une information qui a été confirmée le jour même par le Premier ministre algérien Abdelmalek Sellal sur le plateau du journal télévisé de France 3 et le lendemain par un porte-parole du constructeur. M. Sellal, pour qui l'usine de Renault est une «belle œuvre qui va se réaliser» dans l'Ouest algérien, a rappelé, qu'«en effet, rapporte l'APS, qu'entre l'Algérie et la France, la coopération économique a été amorcée il y a déjà des années, confirmant, à cet effet, que le contrat entre Renault et la Société nationale des véhi-

cules industrielles sera signé lors de cette visite». «Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'industrie française gagne dans cette affaire. C'est un win-win parfait. Nous restons solidaires avec les travailleurs français», a-t-il dit. C'est du vrai donc, en attendant bien sûr les détails qui seront communiqués après l'annonce de la «nouvelle» par les deux présidents.

## Facilités pour les PME françaises

Il n'y a, par ailleurs, pas ou il y a peu d'informations qui ont filtré sur les projets de Total. De même que la «possibilité pour l'Etat algérien de prendre part dans le capital de PSA», une information commercialisée comme étant un scoop et qui a fait bondir ses actions à la bourse de Paris, n'était en fait qu'une rumeur sitôt démentie, officiellement, par les responsables de Peugeot-Citroën.

Bref, outre les questions liées à ces trois «mastodontes», qui sont plutôt insensibles aux restrictions qu'impose la règle 51/49, les deux présidents sont attendus pour parler surtout des facilités qui seront éventuellement

accordées aux PME françaises voulant investir en Algérie, car ce sont ces dernières et en général toutes les étrangères qui se plaignent le plus de cette règle. Elles hésitent de venir à cause d'une structure administrative compliquée, d'un système fiscal incompréhensible et d'un droit social instable : «Une insécurité juridique qui ne les rassure pas sur leurs propriétés.» La visite de François Hollande marque ainsi le réchauffement dans les relations entre les deux pays, après une longue période de froideur dont les entreprises françaises ont beaucoup pâti. Une série de mesures comme l'interdiction de l'importation des véhicules de moins de trois ans et l'autorisation du crédit à la consommation avait profité à Renault et Peugeot ainsi qu'aux banques françaises installées en Algérie pour qui le crédit à la consommation est le produit phare, qui donc avaient fait de sérieux profits. La loi de finances complémentaire de 2009 rétablissant la règle 51/49 et interdisant le crédit à la consommation a engendré un manque à gagner énorme à ces banques...

L. H.

## LA VISITE EN ALGÉRIE DE HOLLANDE ET LA RUE

## Entre indifférence, ironie et dérision

**Quand ce n'est pas l'indifférence, les Algériens usent de deux autres «armes» tout aussi redoutables pour accompagner l'actualité, aussi bien nationale qu'internationale : l'ironie et surtout la dérision.**

**M. Kebci-Alger (Le Soir)** - Et la visite, aujourd'hui mercredi, pour deux jours, en Algérie, du président français n'échappe pas à cette règle. Que ce soit dans la rue, ou, pour les plus branchés d'entre eux qui ont la chance de disposer d'internet chez eux ou chez le cyber du coin, nos compatriotes, quand ils ne se sentent pas du tout concernés par cette virée «hollandaise» tout comme par le reste de l'actualité, ce qui est le cas de la majorité des gens, les plus «à la page», se «défontent» à leur guise. Que ce soit dans la rue, entre copains ou dans l'intimité et l'anonymat qu'autorise la Toile à travers ses divers réseaux, ils se donnent à cœur joie pour accompagner la visite du président français, et ce, en usant de ce qu'ils maîtrisent à

souhait : l'ironie et surtout la dérision.

Une virée, hier, à travers la capitale et un survol des divers réseaux sociaux suffisent amplement, pour s'imprégner de l'ambiance au sein du petit peuple à la veille de la visite, aujourd'hui, du président français en Algérie. Une ambiance empreinte quasi majoritairement d'indifférence quand ce n'est pas l'humour, la satire ou encore la dérision qui font office de commentaires des plus hilarants.

«Mais en quoi cette visite peut m'intéresser ?», rétorque un jeune, abordé alors qu'il était en intense discussion avec des amis du quartier, au bas d'un bâtiment de la rue Zirout-Youcef. Une discussion qui tournait à mille lieues de l'«événement», puisque tournant, comme chaque jour, autour des prouesses du prodige argentin du club catalan. Et notre interpellation au sujet de cette visite de Hollande sentait comme un «cheveu dans la soupe», tant celle-ci semblait constituer le cadet des soucis de ces jeunes dont le quotidien est rythmé par l'actualité d'outremer du ballon rond. Ceci avant qu'un autre

jeune, qui avait l'air d'être quelque peu branché, ne se laisse pas aller au commentaire, affirmant que si ce n'était le branle-bas de combat des autorités de la wilaya d'Alger qui s'affairent depuis une semaine à relooker une partie de la capitale, on n'aurait jamais pu entendre parler d'une visite d'un quelconque président ou autre officiel étranger. Et d'appréhender à cet instant que cette visite concernait celle du président français Hollande et non pas Sarkozy, comme il le pensait. Cela renseigne sur le déphasage d'une partie de la rue quant à l'actualité nationale ou enrore régionale.

Non loin de là, un homme d'un certain âge vociférait presque contre, justement, ces travaux de ravalement des façades des immeubles situés sur l'itinéraire que devrait emprunter le président français. Notre vis-à-vis regrettera la qualité des travaux accomplis puisque, dira-t-il, «les travailleurs, mobilisés en nombre, ont agi à la va-vite et fait avec «massacre leur travail». Un avis que semble ne pas partager une jeune femme

apostrophée à hauteur de la Fac centrale pour qui, ces travaux ont redonné à la capitale, même en partie, sa blancheur d'antan, «devraient être une action pérenne et continue».

Et de joindre inconsciemment sa voix à celle de certains internautes qui ont lancé une pétition, implorant Hollande ou n'importe quel autre président pour qu'il visite l'Algérie chaque mois, pour que, disent-ils, «nos villes rivalisent à ce rythme avec les autres grandes villes du monde !».

Aussi, les habitués du café populaire situé juste en face de la Grande-Poste ont exprimé leur profond regret, suite à la disparition à la tronçonneuse du fameux tronc d'arbre. Un fait qui a suscité un véritable tollé, notamment sur la Toile, au point de pousser le tout nouveau maire d'Alger-Centre à penser à rectifier le tir en promettant de «caser» ce totem représentant un bateau et un dauphin, en le recomposant dans un jardin sis au Téliemly.

M. K.